GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT:
Trois Mois, 18 Francs.
Six Mois, 36 Francs.
L'année, 72 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:
RUE HARLAY-DU-PALAIS, 3,
au coin du quai de l'Horloge, à Paris.
(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour de cassation (ch. civ.) : Douanes; monnaie de cuivre et de billon hors de cours; introduction en France. — Cour royale d'Orléans (ch. des vac.) : Droit électoral; domicile politique; transfert; canton. — Tribunal de commerce de la Seine : Assurances maritimes; sinistre postérieur à l'assurance; nullité de la police; M. Gauthier contre la compagnie la *Mélusine*.
JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (ch. criminelle.) : Bulletin; Arrêt de renvoi; signification. — Journal; refus d'insertion; tiers. — Cour d'assises de la Seine : Tentative d'assassinat; tentative de suicide.
JUSTICE ADMINISTRATIVE. — Conseil d'Etat : Travaux de dessèchement; occupation définitive de terrains; conventions avec un conducteur des ponts-et-chaussées; question préjudicielle; compétence de l'autorité administrative; conflit.
NOMINATIONS JUDICIAIRES.
CHRONIQUE.
VARIÉTÉS. — Revue bibliographique.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (chambre civile).

Présidence de M. Portalis, premier président.

Audience du 20 août.

DOUANES. — MONNAIE DE CUIVRE ET DE BILLON HORS DE COURS. — INTRODUCTION EN FRANCE.

L'introduction en France des monnaies de cuivre et de billon est assujéti, quant aux droits à payer, à la mitraille.

Mais aucune loi n'a prescrit de les réduire, préalablement ou immédiatement, à l'état de mitraille.

Ces propositions résultent de l'arrêt déjà indiqué dans la *Gazette des Tribunaux* du 21 août, et dont voici le texte :

« La Cour, attendu que jusqu'à la loi du 21 avril 1818 l'introduction en France des monnaies de cuivre et de billon hors de cours était formellement prohibée, aux termes du décret du 41 mai 1807;

« Attendu que l'art. 1^{er} de la loi du 21 avril 1818 a fait cesser cette prohibition, puisqu'il porte que les monnaies de cuivre et de billon hors de cours paieront les droits comme mitraille;

« Attendu qu'avant cette loi le cuivre réduit à l'état de mitraille pouvait être introduit en France, et était assujéti à un droit réglé suivant le mode d'importation et les lieux de provenance;

« Que la mitraille était comprise dans le tarif sous la dénomination générale de *cuivre brut*;

« Attendu qu'en disant que les monnaies de cuivre et de billon hors de cours seront, quant aux droits, assimilées à la mitraille, la loi de 1818 n'a pu entendre qu'elles devraient préalablement ou immédiatement être réduites à l'état de mitraille;

« Qu'en effet le cuivre à l'état de mitraille étant déjà soumis à des droits déterminés et y restant assujéti par la loi de 1818, cette dernière loi serait évidemment sans portée et sans objet quant aux monnaies de cuivre et de billon hors de cours, si sa disposition ne s'appliquait qu'aux monnaies réduites à l'état de mitraille; qu'au contraire, cette disposition s'explique parfaitement et est indispensable si elle s'applique à des monnaies non dénaturées;

« Qu'en effet, du moment où le législateur faisait cesser la prohibition absolue d'introduction en France des monnaies de cuivre et de billon hors de cours pour les assujéti à des droits, il a dû régler ces droits;

« Qu'en disant qu'elles seraient passibles des droits comme mitraille, il s'est occupé non de la monnaie réduite à l'état de mitraille, depuis longtemps soumise au tarif des douanes, mais de la monnaie proprement dite, en prenant pour base du droit dont elle serait grevée celui fixé pour la mitraille;

« Attendu que la loi du 21 juillet 1836 ne s'occupe point des monnaies de cuivre et de billon hors de cours, et des lors laisse subsister dans toute sa force à cet égard la loi du 21 avril 1818, sauf la variation de la quotité du droit fixé pour la mitraille; quotité que ladite loi de 1818 déclare devoir être la base de celui auquel les monnaies de cuivre et de billon hors de cours sont assujétiés;

« D'où il suit qu'en confirmant le jugement du juge de paix, qui condamnait l'administration des douanes à remettre à Lavergne les 39,000 kilogrammes de monnaies de cuivre importées de la Vera-Cruz, dans l'état où elles se trouvaient, à la charge de payer les droits de ladite marchandise comme mitraille et aux dépens, le jugement attaqué n'a violé aucune loi et a fait une juste application de la loi du 21 avril 1818;

« Rejette le pourvoi formé par l'administration des douanes, contre un jugement du Tribunal civil de Bordeaux, rendu le 20 novembre 1843, au profit du sieur Lavergne. »

M. Miller, rapporteur; M. Pascalis, premier avocat-général; MM. Rendu et Paul Fabre, avocats.

COUR ROYALE D'ORLÉANS (chambre des vacations).

(Correspondance particulière de la *Gazette des Tribunaux*.)

Présidence de M. Laisné de Sainte-Marie.

Audience du 1^{er} octobre.

DROIT ÉLECTORAL. — DOMICILE POLITIQUE. — TRANSFERT. — CANTON.

Tout citoyen peut, non seulement pour les élections départementales, mais encore pour les élections parlementaires, choisir pour son domicile politique un canton spécial dans l'arrondissement où il a son domicile réel, si d'ailleurs il y paie 25 francs de contributions directes, et s'il a fait, dans le délai voulu, la double déclaration prescrite par l'art. 40 de la loi du 19 avril 1831.

Au moment de cette loi il n'était utile d'autoriser que le transfert du domicile d'un arrondissement électoral dans un autre arrondissement électoral; mais la loi du 22 juin 1833 sur les élections départementales ayant ouvert pour les citoyens de nouveaux droits électoraux, et donné un nouveau but au domicile politique; ayant en outre créé des circonscriptions électorales par canton, les électeurs peuvent avoir intérêt à choisir pour leur domicile politique un canton plutôt qu'un autre canton, même dans l'arrondissement électoral de leur domicile réel.

Ainsi doit s'expliquer le silence de la loi de 1831 sur cette indication; elle est d'ailleurs complétée sur ce point par la loi

du 22 juin 1833; autrement il faudrait dire que les lois électorales seraient incomplètes et inconciliables avec le principe consacré, de la liberté du choix en matière de domicile politique.

Cette question importante n'est pas sans précédents. On pourra consulter à leur date, dans le *Journal du Palais*, les arrêts suivants : Rouen, 9 novembre 1839, en faveur de M. le procureur-général Hébert; Caen, 13 novembre 1839; Limoges, 18 novembre 1839; cassation, 14 juillet 1840; Douai, 13 décembre 1841; Bourges, 18 novembre 1842, et deux autres arrêts de Caen du 12 mai 1845.

L'arrêt que nous rapportons contient tous les faits nécessaires à son intelligence; nous croyons cependant devoir analyser d'un manière succincte les motifs de l'arrêt de M. le préfet du Loiret qui rejetait la demande de M. Péan, juge au Tribunal de Blois, tendant à son maintien sur la liste électorale du canton de Marchenoir où il figurait depuis 1840.

L'arrêt, examinant la demande de M. Péan sous le double rapport de son concours à l'élection d'un membre de la Chambre des députés, et de son concours à l'élection des membres du conseil-général, disait, à l'égard de l'élection parlementaire, que l'article 10 de la loi du 19 avril 1831 n'autorisait que le transfert d'un arrondissement électoral dans un autre arrondissement électoral. Or, Marchenoir est dans la même circonscription que Blois; par conséquent M. Péan ne pouvait pas réclamer le bénéfice d'une exception qui ne devait pas être étendue au-delà des limites expresses de l'article 10 de la loi de 1831.

En ce qui touche le concours à l'élection des membres du conseil-général, l'arrêt rejetait la demande de M. Péan, tant en la forme qu'au fond.

En la forme, il n'avait pas fait déclaration aux greffes des justices de paix des cantons de son domicile réel et de son domicile politique.

Au fond, le principe général est que tout citoyen doit exercer ses droits politiques au lieu de son domicile réel. Les seuls cas d'exception prévus par la loi de 1833 sont exprimés dans les articles 29 et 33 de cette loi. Or, le sieur Péan ne se prévaut même pas de l'exception écrite dans l'article 29, et il n'est point dans le cas de celle de l'article 33. Cet article 33 se réfère, en effet, aux articles 31 et 32 de la même loi, c'est à dire simplement au cas où le transfert s'opère dans un canton qui ne possède pas un nombre d'électeurs supérieur à cinquante. Par tous ces motifs, l'arrêt rejetait la demande de M. Péan, même sous le rapport de son maintien sur la liste comme électeur départemental pour le canton de Marchenoir.

Aussi, l'appel de M. Péan contenait deux chefs de conclusions dont il est parlé dans l'arrêt : principalement il demandait son rétablissement sur la liste des électeurs de Marchenoir; subsidiairement, à y être rétabli pour participer aux élections départementales. Cette demande subsidiaire n'a pas dû recevoir de solution, la Cour s'étant prononcée affirmativement sur les conclusions principales de M. Péan.

Voici l'arrêt de la Cour :

« Attendu, en fait, que le sieur Péan, dont le domicile réel est à Blois, avait encore en 1839 son domicile politique dans l'arrondissement de Vendôme, canton de Droné; qu'à cette époque il voulut changer d'arrondissement électoral et transférer son domicile politique dans l'arrondissement de Blois; qu'il fit, à la date des 20 novembre et 13 décembre 1839, les déclarations prescrites par l'article 40 de la loi de 1831, en indiquant le canton de Marchenoir pour le lieu de son domicile politique;

« Attendu que le préfet de Loir-et-Cher fit droit à la demande du sieur Péan, et qu'ainsi depuis 1840 le sieur Péan a constamment figuré sur la liste électorale au nombre des électeurs du canton de Marchenoir;

« Que ce n'est qu'à la date du 12 août dernier que le préfet de Loir-et-Cher a retranché le sieur Péan du canton de Marchenoir pour l'inscrire au canton de Blois (Est).

« Que le sieur Péan ayant réclamé contre cette rectification, et conclu à son rétablissement sur la liste des électeurs de Marchenoir; subsidiairement, à y être rétabli pour participer aux élections départementales, le préfet a rendu, le 28 août dernier, un arrêté pris en conseil de préfecture, par lequel il rejette la demande du sieur Péan, tant au principal qu'au subsidiaire;

« Que, par exploit de Girard, huissier à Blois, en date du 8 septembre dernier, le sieur Péan s'est rendu appelant de cet arrêté, et a fait notifier son appel au préfet de Loir-et-Cher;

« En droit :

« Vu l'article 40 de la loi du 19 avril 1831, ensemble les articles 29 et 33 de la loi du 22 juin 1833;

« Attendu que la loi du 19 avril 1831, sur l'élection des députés, ayant établi des circonscriptions électorales uniques d'arrondissement, devait, dans l'esprit même de la législation antérieure, moins large que la nouvelle sur les principes en matière d'élections, laisser à l'électeur le droit de choisir son domicile politique dans l'arrondissement qui lui conviendrait, selon l'intérêt qu'il peut y avoir; que la liberté de ce choix est le principe en matière de domicile électoral, et que la loi ne fixe le domicile politique de l'électeur à son domicile réel qu'à défaut par lui d'avoir exprimé sa volonté;

« Qu'elle n'a mis à ce droit que deux conditions, à savoir : celle de payer dans l'arrondissement électoral choisi par l'électeur, pour son domicile politique, une contribution directe fixée depuis 25 francs; et celle d'en faire six mois à l'avance sa déclaration aux greffes des Tribunaux civils de l'ancien et du nouveau domicile;

« Attendu que l'électeur, sous la loi de 1831, n'ayant aucun intérêt dans la translation de son domicile politique à désigner pour le siège de ce domicile un canton plutôt qu'un autre, le législateur n'a pas dû s'occuper de lui ouvrir un droit inutile alors; mais qu'il résulte de l'esprit qui a présidé à la loi de 1831 qu'elle n'a pas entendu établir de prohibition à cet égard;

« Que sous l'empire des institutions qui nous régissent depuis la Charte de 1830, les lois électorales doivent être interprétées dans le sens le plus large et le plus libéral, tout en respectant et exécutant les conditions qu'elles imposent à l'électeur pour l'exercice de son droit; qu'on doit se garder, en interprétant ces lois d'une manière trop subtile ou trop étroite, de priver l'électeur d'un droit qu'elles ne lui auraient pas refusé;

« Attendu que la loi du 22 juin 1833, sur les élections départementales, a ouvert pour les citoyens de nouveaux droits électoraux; et a donné ainsi un nouveau but au domicile politique;

« Que cette loi a créé des circonscriptions électorales par canton pour l'élection des membres des conseils-généraux; qu'ainsi, depuis l'existence de cette loi, l'électeur peut avoir intérêt à choisir pour son domicile politique un canton plutôt qu'un

autre, même dans l'arrondissement de son domicile réel;

« Que les lois électorales seraient incomplètes et inconciliables avec le principe consacré par la loi de la liberté du choix en matière de domicile politique, si l'électeur ne pouvait y puiser le droit qui répond à cet intérêt;

« Qu'il résulte de la loi du 22 juin 1833 un droit irrécusable que le sieur Péan a pu satisfaire sans violer les dispositions de l'article 40 de la loi du 19 avril 1831, dès surtout qu'il a désigné le canton où il entendait exercer ses droits électoraux en opérant régulièrement la translation de son domicile politique de l'arrondissement de Vendôme dans l'arrondissement de Blois;

« Qu'on prétendrait en vain que le sieur Péan trouvait dans les articles 29 et 33 de la loi de 1833 tous les éléments nécessaires pour le désintéresser;

« Que l'article 29 est fait pour le cas où l'électeur qui a son domicile politique distinct de son domicile réel, voudrait cependant voter pour les élections départementales à son domicile réel;

« Que l'article 33 dispose en faveur des citoyens inscrits sur la liste des plus imposés dans un canton, qu'ils paient ou non 200 francs d'imposition, de même que pour les électeurs tenant leurs droits de la loi de 1833, qui se trouvent également au nombre des plus imposés, et dont le domicile politique n'est pas séparé du domicile réel, condition qui résulte de l'esprit de l'article 29;

« Qu'il est incertain que le sieur Péan fasse partie de la liste des plus imposés dans le canton de Marchenoir; que s'il n'y est pas porté, il serait privé du droit que la loi accorde à tout électeur, d'avoir, pour les élections départementales, un domicile politique distinct de son domicile réel; que le sieur Péan, dans son système, n'aurait toujours qu'un seul domicile politique, et qu'ainsi il restera dans l'esprit des dispositions de la loi de 1833; que s'il se trouve en ce moment sur la liste des plus imposés dans ce canton, il pourrait ne plus y être en 1846;

« Qu'il n'est donc pas exact de dire que les articles 29 et 33 de la loi de 1833, répondent suffisamment à la position et à l'intérêt du sieur Péan;

« Qu'ayant son domicile réel à Blois, et entendant voter à Marchenoir, pour les élections départementales, il n'y avait pour lui d'autre moyen d'exercer ce droit qu'en procédant comme il l'a fait;

« Attendu que le sieur Péan ayant manifesté l'intention de transporter son domicile politique d'un arrondissement électoral dans un autre arrondissement, c'était bien aux greffes des Tribunaux civils de ces deux arrondissements qu'il devait en faire la déclaration, aux termes de l'art. 40 de la loi de 1831;

« Attendu, par tous ces motifs, que c'est à tort que le préfet de Loir-et-Cher a rayé le sieur Péan de la liste des électeurs du canton de Marchenoir;

« La Cour reçoit le sieur Péan appelant de l'arrêt du préfet de Loir-et-Cher, pris en conseil de préfecture, le 28 août 1845; et faisant droit sur l'appel, sans qu'il soit besoin de statuer sur les conclusions subsidiaires, infirme ledit arrêt; émendant, ordonne que le nom du sieur Péan sera rétabli sur la liste des électeurs du canton de Marchenoir, sans dépens. »

(Rapporteur, M. Legroux, conseiller; avocat-général, M. Séneca, concluant au rejet de la demande du sieur Péan; plaidant, M. Péan, pour lui-même.)

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.

Présidence de M. Letellier-Delafosse.

Audience du 10 octobre.

ASSURANCES MARITIMES. — SINISTRE POSTÉRIEUR À L'ASSURANCE.

— NULLITÉ DE LA POLICE. — M. GAUTHIER CONTRE LA COMPAGNIE LA MÉLUSINE.

Le jugement dont nous rapportons les termes fait connaître les faits et l'objet de la discussion qui a eu lieu devant le Tribunal; il a été rendu sur les plaidoiries de M. Bordeaux, agréé de M. Gauthier, et de M. Amédée Deschamps, agréé de la *Mélusine* :

« Attendu que la compagnie la *Mélusine* oppose à la demande formée contre elle, que l'assuré avait connaissance du risque éprouvé lorsqu'il a donné l'ordre de faire l'assurance dont il réclame le bénéfice;

« Qu'elle entend justifier sa prétention par le fait que le sinistre ayant eu lieu les 29 et 30 mai 1843, et le *Tancredi* étant rentré le 1^{er} juin au port de Buenos-Ayres, par suite des avaries qu'il avait éprouvées, des nouvelles de l'événement, datées du 5 juin de Buenos-Ayres, sont arrivées à Paris le 13 août, veille de la proposition d'assurance;

« Qu'enfin elle se borne à demander que Gauthier soit déclaré non recevable;

« Attendu que des débats, pièces et documents produits, il appert que le *Tancredi*, sur lequel l'assurance a été consentie, a quitté le port de Buenos-Ayres le 27 mai 1843; qu'il y est rentré le 1^{er} juin, après avoir éprouvé les 29 et 30 mai les effets de coups de vent qui lui ont causé des avaries;

« Que l'assurance proposée par le courtier, immédiatement après avoir eu commission, l'a été le 14 août à la compagnie défenderesse, qui l'a consentie le 16;

« Attendu des lors qu'il s'agit de rechercher si la commission d'assurance donnée par Gauthier est partie de Buenos-Ayres, où il résidait, avant les coups de vent des 29 et 30 mai qui ont occasionné le sinistre, ou au moins avant que la nouvelle de ce sinistre ne fût parvenue à Buenos-Ayres;

« Attendu que la preuve de ce fait pourrait résulter de la représentation de l'ordre même de faire l'assurance; que Gauthier refuse de la reproduire, en prétendant qu'il ne l'a pas; qu'il prétend aussi n'avoir pas de registre de correspondance;

« Attendu que l'existence de l'ordre parti de Buenos-Ayres ne peut être douteuse;

« Qu'il est établi par le rapport de l'arbitre que cet ordre a été à la disposition du courtier qui a fait l'assurance, et qui a déclaré ne pas se rappeler sa date;

« Que Gauthier ne représente même pas la correspondance renfermant cet ordre d'assurance, adressée à un tiers qu'il avait chargé de transmettre cet ordre au courtier;

« Attendu que la privation de ces documents importants, imputable exclusivement à Gauthier, alors qu'ils pourraient être décisifs en sa faveur dans la cause, est, pour le Tribunal, une présomption grave de leur effet contre la prétention de Gauthier, et qu'il résulte de documents publics que la nouvelle des coups de vent qui ont eu lieu dans les parages de Buenos-Ayres les 29 et 30 mai 1843, et de la rentrée dans le port de plusieurs bâtiments qui l'avaient quitté quelques jours avant, a été connue à Paris le 13 août 1843, par des avis datés du 3 juin précédent de Buenos-Ayres;

« Que l'ordre d'assurance parvenu à Paris en même temps que la nouvelle des sinistres, établit la preuve qu'il n'est parti de Buenos-Ayres que vers la même date du 5 juin, avec cette nouvelle, et conséquemment après le sinistre éprouvé;

« Par ces motifs :

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle.)

Présidence de M. Laplagne-Barris.

Bulletin du 10 octobre.

ARRÊT DE RENVOI. — SIGNIFICATION.

Par arrêt du 3 septembre dernier (voir la *Gazette des Tribunaux* du 6 septembre), la Cour, confirmant sa jurisprudence, a décidé qu'il y avait nullité si l'acte d'accusation n'était pas notifié à l'accusé au moins cinq jours avant l'ouverture des débats.

Le nommé Ayhens, condamné par la Cour d'assises de la Seine, le 21 août 1843, à la peine de six ans de réclusion et à 100 fr. d'amende pour crime de faux en écriture publique, a prétendu qu'il devait en être de même dans le cas où la signification de l'acte d'accusation n'avait pas précédé l'interrogatoire subi devant le président, conformément à l'art. 293 du Code d'instruction criminelle, attendu qu'il était indispensable que l'accusé connût, avant cet interrogatoire, les termes de l'accusation.

Mais la Cour, au rapport de M. Jacquinet-Godard, conseiller, et sur les conclusions de M. l'avocat-général Quénauld, a rejeté le pourvoi, en se fondant sur ce que la signification, quoique postérieure à l'interrogatoire, ayant eu lieu, en fait, plus de cinq jours avant l'ouverture des débats, les prescriptions de la loi avaient été respectées. — Plaidant, M^e Gatine.

JOURNAL. — REFUS D'INSERTION. — TIERS.

Le journal la *Clochette*, qui se publie à Muret, ayant inséré dans ses colonnes quelques réflexions sur un procès que le sieur Bien avait à soutenir contre la commune de Sainte-Foy, le sieur Bien se prévalant de l'article 11 de la loi du 23 mars 1822, requit l'insertion d'une lettre en réponse à ces réflexions. Le sieur Rivals, gérant du journal, refusa l'insertion textuelle qui lui était demandée, attendu les termes dans lesquels la lettre était conçue, et se borna à en donner une analyse.

Le Tribunal de Muret, et par suite, la Cour royale de Toulouse, saisis de l'action dirigée contre le sieur Rivals par le sieur Bien, déclarèrent que le gérant avait pu refuser l'insertion de la lettre, attendu qu'elle renfermait des expressions offensantes pour les magistrats qui avaient connu du procès dans lequel le sieur Bien et la commune de Sainte-Foy avaient été parties.

Pourvoi du sieur Bien, pour violation de l'article 11 de la loi du 23 mars 1822. M. l'avocat-général Quénauld a conclu au rejet du pourvoi. « Sans doute, a dit ce magistrat, la loi accorde au tiers qui est désigné ou nommé dans un journal, le droit de réponse, mais l'obligation qui en résulte pour le gérant a des bornes, qui ne sauraient s'étendre au cas où l'insertion qui lui est demandée serait de nature à compromettre l'ordre social, la morale publique, ou bien encore à porter atteinte à l'honneur des tiers et à celui des magistrats. Dans ce cas, le gérant peut et doit s'abstenir, alors même que les termes de la réponse qui lui est adressée ne constitueraient pas, à proprement parler, un délit; et c'est au magistrat qu'il appartient d'apprécier si le tiers a dépassé ou non les limites naturelles et convenables que comporte le droit de réponse. »

La Cour, au rapport de M. Jacquinet-Godard, a, conformément à ces conclusions, rejeté le pourvoi du sieur Bien, par le motif qu'en appréciant les expressions contenues dans la lettre dont celui-ci demandait l'insertion, et en décidant que le gérant était bien fondé à refuser cette insertion, la Cour royale de Toulouse (arrêt du 22 mai 1843) n'avait nullement violé les dispositions de l'article 11 de la loi du 23 mars 1822, et s'était conformée au texte comme à l'esprit de cet article.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Roussigné.

Audience du 10 octobre.

TENTATIVE D'ASSASSINAT. — TENTATIVE DE SUICIDE.

L'accusé est un homme encore jeune; il a à peine vingt-neuf ans; sa figure est douce, et n'annonce point cette énergie que supposent les actes violents et cruels qu'il a accomplis dans la matinée du 13 juin dernier. Fidry a donné à sa femme onze coups de poignard, puis il s'est frappé lui-même, et a voulu se noyer; mais cette double tentative de suicide a échoué.

M. l'avocat-général de Gérando occupe le siège du ministère public.

Voici les faits tels qu'ils résultent de l'acte d'accusation :

« Fidry, journalier, originaire du département de la Moselle, avait épousé il y a trois ans Marie-Anne Chapleur. La mauvaise conduite de Fidry, son penchant à l'ivrognerie, les mauvais traitements par lui exercés envers sa femme, l'état de misère dans lequel elle était réduite par suite de la vente faite à deux reprises par son mari de leur mobilier, l'avaient déterminée à ne plus demeurer avec lui. Sur le point d'accoucher, elle avait été admise à l'hospice de la Maternité. Lorsqu'elle en sortit, elle fut accueillie par les époux Mathieu, ses compatriotes, dont elle vint partager la demeure. Fidry désirait cependant la fin de cette séparation de fait, et pour déterminer sa femme à se réunir à lui, il était allé dans son pays afin d'emprunter une somme d'argent, destinée à l'achat d'un nouveau mobilier.

« A son retour à Paris, le 9 juin, il était venu loger chez un marchand de vins, dans la maison même où sa femme avait été recueillie. Ses efforts pour la déterminer à revenir avec lui avaient été inutiles; il avait eu avec elle une entrevue de deux heures, le 11 juin; le lendemain 12, ils dînèrent ensemble chez la sœur de la femme Fidry; là il renouvela inutilement ses instances. Après le départ de sa femme, Fidry dit à sa belle-sœur que si elle ne voulait pas rentrer avec lui il la tuerait d'un coup de couteau, et qu'il se tuerait ensuite. Cependant, il ajouta peu d'instants après : « Je dis des choses comme cela, mais je n'en ferai rien. » Il est résulté que depuis son retour à Paris il avait été presque constamment dans un état d'ivresse tel, que le même jour 12 juin le marchand de vins chez qui il logeait l'avait renvoyé de la maison. Le lendemain 13 juin, à six heures et demie du matin, il se présente dans la chambre des époux Mathieu; la femme Mathieu était sortie, son mari n'était pas encore levé; la femme Fidry était assise et occupée à tricoter auprès de la fenêtre. Fidry s'approche d'elle, lui demande de ses nouvelles, et ajoute presque aussitôt : « Tu ne veux donc pas rentrer avec moi? — Tu sais ce que je t'ai dit, » répondit-elle. Aussitôt il passe le bras gauche autour de son cou comme s'il eût voulu l'embrasser, et en même temps il la frappe

d'un couteau-poignard qu'il tenait ouvert dans sa main droite. Une lutte s'engagea entre eux, la femme fut renversée par le mari; mais Mathieu s'était empressé de se lever, de venir au secours de cette malheureuse femme, de l'arracher à la fureur de son mari, et de courir dans l'escalier pour appeler du secours. Pendant ce temps, Fidry avait tourné contre lui-même l'arme qu'il avait à la main, et s'était frappé de plusieurs coups à la gorge; sa femme voulut lui arracher le couteau, et se fit encore aux mains une nouvelle blessure. Fidry sortit de la chambre, jeta le couteau dans le corridor, et alla tomber près de la rampe. Voyant accourir les personnes de la maison, il descendit l'escalier, alla laver ses mains ensanglantées dans le canal qui coule auprès de la maison; puis, au moment où il allait se sauver, un charretier lui ayant barré le passage, il s'élança dans le canal, d'où il ne tarda pas à être retiré par les nommés Sassié et Bourdur, à qui il dit pendant qu'ils le conduisaient chez le commissaire de police qu'il avait acheté peu de jours avant, à la barrière, un poignard pour tuer sa femme et pour se tuer ensuite.

Un grand nombre de blessures avaient été faites à la femme Fidry au cou, au côté gauche de la figure, sur les avant-bras et sur les mains. Ces dernières paraissent être le résultat de ses efforts pour désarmer son mari; heureusement, aucune d'elles ne présentait de danger. Dans ses interrogatoires, Fidry a prétendu n'avoir frappé sa femme que parce que celle-ci avait refusé de l'embrasser; mais l'intention de donner la mort et la préméditation ne sauraient être douteuses. Fidry avait acheté le mardi précédent, et pour cet usage, le couteau dont il s'est servi; il en a fait l'aveu aux deux témoins qui l'ont retiré du canal. Il avait la veille tenu à sa belle-sœur des propos par lesquels son projet d'homicide se révélait; enfin son couteau était ouvert quand il est entré dans la chambre des époux Mathieu et quand il s'est approché de sa femme, qu'il a frappée à plusieurs reprises, après lui avoir à peine adressé quelques mots.

Tels sont les faits qui amènent Fidry devant le jury. L'accusé paraît avoir une imagination très exaltée et très romantique; il fait des vers; il a même composé ce qu'il appelle un roman à la Conciergerie; son défenseur vient de nous communiquer un manuscrit de deux ou trois cents pages; il est intitulé: *l'École des Mœurs, roman fait à la Conciergerie; il y aura plusieurs volumes*; c'est pour sa femme que Fidry a écrit ces pages; dans le manuscrit que nous avons parcouru, à côté de choses assez raisonnables, il y en a d'une grande extravagance.

Quand l'accusé a été terminée à la prison ce qu'il appelle le premier volume de ses œuvres, il l'a envoyé à sa femme avec une lettre ainsi conçue:

Ma chère Marianne,
Tout ce que j'ai souffert depuis deux mois, non, tu ne peux te l'imaginer. Continuellement en face de ma conscience et des remords de ma conduite envers toi, j'ai senti mon cœur se déchirer... Je voulais mourir, et dans mon désespoir, six fois je me suis plongé un couteau dans la gorge; mais Dieu n'a pas permis que je quitte le monde avant d'avoir expié mon crime envers toi... Si tu savais ce qu'est le réveil d'une première nuit en prison, tout ce qu'il y a d'effrayant à se voir séparé du monde, et enfermé dans un cadre de pierres, d'avoir continuellement sous les yeux des grilles et des verrous! Oh! Marianne, ma chère petite femme! j'ai trop pleuré et souffert pour que tu ne pardones pas un moment de folie, d'égarement de la raison... Le cœur des femmes est fait sur celui des anges, et le tien est si bon! Je connais tes nobles qualités; jamais une pensée de mal ne te viendrait si on ne te la suggérait, car tu m'aimais aussi, toi; et dans ma prison, seul, livré à mes réflexions, je repasse avec bonheur les moments si doux qui ont suivi notre union; alors, qui m'eût fait prévoir ce qui est arrivé?... Tu ne seras pas plus inflexible que Dieu, qui pardonne au pêcheur repentant; tu viendras me voir, ou au moins tu m'écriras un mot d'espérance, mon cœur a tant besoin de toi! Oui, ma chère Marianne, je prendrais courage, j'aurais de la résignation si tu me tendais la main... Oublie le passé, oublie le criminel qui chercha à te donner la mort; ne vois ici qu'un malheureux qui à travers ses grilles tend vers toi des mains suppliantes. Mais consolez celui qui gémit, que la douleur tue, c'est une de ces actions qui portent avec elles leur récompense. Viens à moi comme un bon ange; je ne te demande qu'un mot; dis-moi: Espère! Et je tombe à tes pieds, je mouille tes mains de mes larmes. Au nom de tout ce qu'il y a de plus sacré au monde, je t'en supplie, romps ce silence qui me fait mourir, accorde un peu de pitié à mon infortune, et que Dieu exauçant les prières que je lui adresse tous les jours pour ton bonheur, te fasse aussi heureuse que tu auras fait de bien au cœur de ton mari,

FIDRY.

Cette lettre, comme nous l'avons dit, devait servir d'introduction à son roman de mœurs.

Voici un extrait de ses sentiments sur l'amour. Nous le puisons à la page 25 de son manuscrit:

« L'amour est fondé sur l'estime, il est le charme de la vie; la beauté est de tous les biens le plus dangereux; c'est pourtant celui qu'on préfère; croyez-moi, croyez-moi, pensez plus sagement et passez-vous de la beauté (c'est une maxime qui est peu consolante), ayez plus d'égards à ses mœurs et à sa vertu qu'à sa beauté, et ne mettez pas le bonheur de votre vie à posséder un beau visage formé sur le sable.
« La plupart des femmes perdent à se laisser connaître; si la vôtre est moins belle, elle cherchera à vous dédommager, elle aura moins de caprices, plus d'attentions pour vous, et elle cherchera à embellir son âme et à se rendre agréable à vos yeux.»

Fidry a consacré, dans son roman, plus de quarante pages au développement de cette idée: Dans un autre passage Fidry expose ainsi ses vues sur le mariage:

« Surtout ne choisissez pas une femme pour sa laideur et pour son argent; quand vous achetez une femme au poids de l'or, il arrive souvent que vous êtes volé comme dans la forêt de Bondy. Il ne faut pas prendre une femme qui nous inspire du dégoût. Prenez une femme qui ait le nécessaire de la beauté... une grande propriété... et un air noble; voilà ce qu'il faut souhaiter dans une femme.»

La suite, *l'Entrée en prison*, est encore consacrée à l'amour, à la propriété qui doit régner dans le ménage; à la femme, qui, pour être solide, a besoin d'être entre deux âges; et à de longues et légitimes doléances sur les douleurs de la captivité.

Après la prose viennent les vers. En voici un échantillon. Fidry célèbre l'hyménée:

Si d'épouser je faisais la folie,
Si j'étais maître de mon choix,
Connais, humain, celle qui, sous mes loix,
Pourrait fixer le destin de sa vie.

Je la voudrais plus aimable que belle,
De la santé possédant les trésors,
Ayant doux cœurs; aux agréments du corps
Joignant d'esprit quelque faible étincelle.

Je la voudrais de dix-huit ans parée;
Cet âge heureux est propre au sentiment;
Au charme pur d'un parfait enjouement,
D'un soir heureux il donne la durée.

Je la voudrais riche sans opulence,
Trop de fortune inspire trop d'orgueil;
Mais la pauvreté deviendrait un œueil,
Faut pour jouir repos avec aisance.

Fidry adresse ces singuliers vers, qu'il appelle de *jolis couplets*, à sa chère Marianne.

La fin du roman est consacrée à une série de lettres sur malheurs d'un criminel. Viennent ensuite des chants écrits, mi-partie français et latin, qui ont quelque chose d'assez funèbre.

À la dernière page de ce manuscrit, nous trouvons un

dessin assez bien fait, représentant l'intérieur d'une église où l'on chante le *Requiescat*; dans une niche, il a placé saint François Xavier, son patron. Tous les ornements sont surmontés de drapeaux tricolores; au pied de l'autel sont des prêtres avec des cierges à la main, et des religieuses bizarrement accouturées qui portent des lanternes.

Nous avons cru devoir citer ces différentes productions afin de donner à nos lecteurs une juste idée de l'accusé.

M. le président procède à son interrogatoire.
M. le président: Fidry, levez-vous. Dans l'instruction vous avez pris la qualification de journalier, mais précisez un peu cette qualification. Ainsi n'avez-vous pas été palefrenier dans des entreprises de voitures publiques?

L'accusé: Oui, Monsieur; j'ai été depuis 1837 jusqu'en 1841 chez M. Constant, gérant des Batignolles, qui m'a donné d'excellents certificats.

M. le président: Depuis votre sortie de l'établissement des Batignolles, qu'avez-vous fait?

L'accusé: Je suis entré à l'entreprise générale des Omnibus, puis chez M. Laisné, loueur de cabriolets.

D. À quelle époque vous êtes-vous marié? — R. Le 18 juin 1842.

D. Vous avez eu deux enfants? — R. Oui; mais ils sont morts tous deux.

D. Votre ménage n'a pas été heureux, et la principale cause de désordre était votre ivrognerie? — R. Ah! Monsieur, je ne dis pas que je ne buvais point, mais il m'en faut si peu pour être en ribote! et si je buvais, c'était par suite des contrariétés que me donnait ma femme.

D. Mais vous ne pouvez pas dire que votre femme se conduisait mal? — R. Oh! je suis bien loin de dire ça; mais enfin elle ne voulait pas toujours écouter mes bons conseils.

D. Pourquoi avez-vous, à deux reprises, vendu votre mobilier? — R. La première fois c'était d'accord avec ma femme que je le vendais; la seconde fois c'est elle qui a emporté 160 francs, produit de la vente; puis je suis allé au pays.

D. Mais remarquez bien qu'elle était enceinte lorsque vous avez la seconde fois vendu vos meubles, et que son dénuement était tel qu'elle fut réduite à faire ses couches à la Bourbe. Lorsqu'elle sortit de l'hospice, vous étiez vous-même dans votre pays, de sorte que, se trouvant sans asile, votre femme dut se réfugier chez les époux Mathieu, à la Villette? — R. Quand j'ai su que ma femme était à la Maternité, je me suis empressé d'aller la trouver et de lui porter des secours; elle devait même à sa sortie venir me retrouver, et, au lieu de cela, elle a été chez M^{me} Mathieu.

D. Et vous, vous avez été vous loger dans la même maison qu'occupait votre femme? — R. Oui, Monsieur; parce que je voulais faire tous les efforts imaginables pour la décider à rentrer avec moi.

D. Elle ne voulait pas y consentir parce qu'elle vous craignait. — R. Non, Monsieur, elle ne me craignait pas; elle est venue dîner plusieurs fois avec moi; seulement elle ne voulait pas, disait-elle, venir dans un garni; elle voulait que je lui achetasse un nouveau ménage.

D. Le 12, vous êtes allé dîner avec votre femme chez sa sœur? — R. Oui, Monsieur.

D. Il paraît que vous avez renouvelé vos instances, et voyant que vous n'obteniez rien, vous avez dit à sa sœur en son absence: « Si elle continue à me refuser, je lui donnerai un coup de couteau et je me tuerai après. » — R. Je n'ai pas dit cela, Monsieur; je disais seulement que ma femme me désolait.

D. Vous avez pourtant dit au même témoin, qui le répète: « Je vous dis cela, voyez-vous, mais je n'en ferai rien. »

L'accusé: Je n'en garde aucun souvenir.

M. le président fait représenter à l'accusé le couteau-poignard qui a fait les blessures. L'accusé reconnaît ce couteau pour être le sien.

M. le président: Vous avez dit à un témoin que ce couteau avait été acheté à Lunéville, et vous aviez annoncé en même temps le criminel usage auquel il était destiné.

L'accusé: Non, Monsieur; le couteau que j'ai acheté à Lunéville n'est pas celui qu'on me représente; celui que vous me montrez, je l'ai acheté parce que j'avais perdu l'autre et que j'avais l'habitude d'en porter toujours un.

M. le président: Quand et où ce couteau a-t-il été acheté?

L'accusé: Trois jours avant la scène du 13 juin, à la barrière du Maine.

M. le président: Quoi qu'il en soit, ceci est grave: l'accusation pourrait toujours trouver dans l'achat de ce couteau une preuve de préméditation. Mais enfin, arrivons à la scène du 13 juin, dont vous venez de parler. N'est-ce pas, ainsi que je vais le dire, que les choses se sont passées? Le jour du crime, votre femme travaillait dans la chambre des époux Mathieu, chez qui elle s'était retirée.

Vous êtes entré, vous vous êtes approché d'elle, et vous lui avez dit: « Bonjour, Marie, comment cela va-t-il? » Vous ouvrez les bras comme pour l'embrasser, et la trompant par ce geste, vous la saisissez dans vos bras, vous la frappez d'un couteau que vous tenez à la main, vous la frappez de coups réitérés; elle en a reçu jusqu'à onze.

Mathieu, qui était au dedans, entend les cris, il accourt, il crie à l'assassin, et c'est alors que vous tournez contre vous-même le couteau dont vous venez de faire un si criminel usage; votre femme, voyant vos démonstrations, trouve encore assez de force pour se soulever et chercher à vous arracher le couteau: elle voulait s'éviter l'horreur d'un suicide accompli sous vos yeux. Vous vous sauvez tout ensanglanté, et dans votre fuite vous tombez sans connaissance sur le palier du troisième étage.

On vous ramasse; mais, sentant le péril de votre situation, vous courez au canal qui coule au pied de la maison des époux Mathieu; vous commencez par vous laver les mains ensanglantées; puis, vous voyant poursuivi, vous vous jetez dans ce canal. Les mariniers qui ont été à votre secours ont déclaré que vous nagez très bien, et que par conséquent vous ne couriez aucun risque de vous noyer. Transporté ensuite, ainsi que votre femme, à l'hôpital Saint-Louis, vous avez, au bout de quelques jours, été guéris l'un et l'autre de vos blessures; et la justice, poursuivant l'acte criminel, vous a traduit sur ces bancs sous l'accusation de meurtre commis avec préméditation. Qu'avez-vous à répondre pour votre justification?

L'accusé: J'ai toujours été connu pour un brave homme, honnête et laborieux.

M. le président: Ceci fait question; mais bornez vos explications aux faits qui ont eu lieu le 13 juin.

L'accusé: J'étais allé ce jour-là, comme de coutume, chez les personnes que connaît ma femme, et avec lesquelles elle demeure; j'étais allé là pour ramener ma femme à ses devoirs. Je lui faisais des remontrances très sages; je pensais que mes paroles réussiraient à faire impression sur son esprit. Je profitais de cette leur d'espérance, et je voulais l'embrasser, mais elle me repoussa avec un geste de dégoût... Alors je perdis la tête, et je frappai, mais sans savoir ce que je faisais, et je courus me jeter dans le canal.

M. le président: Voilà votre récit; mais il importe de bien préciser les faits. D'abord, où avez-vous passé la soirée du 12 au 13?

L'accusé: Chez un marchand de vins, rue de Marseille.

D. Vous aviez donc quitté votre domicile. L'accusation en conclut que vous étiez entré chez votre femme avec préméditation.

L'accusé: Comment peut-on dire que j'ai voulu tuer ma femme, que j'aimais tant, et que j'aime tant encore!

D. Mais enfin, nous ne savons qu'une chose, c'est que cette femme que vous aimez tant a reçu de vous onze coups de couteau. — R. J'avais la tête perdue!

D. Votre couteau était-il ouvert quand vous êtes entré chez votre femme? — R. Non, Monsieur. J'ai frappé ma femme quand j'ai vu qu'elle était sourde à mes conseils, quand j'ai vu qu'elle avait suivi d'autres conseils...

M. le président: Quels conseils?

L'accusé: Ceux de la mère Mathieu.

D. La femme Mathieu ne paraît pas avoir eu d'autre tort que de recueillir votre femme alors que vous l'abandonniez? — R. Je n'étais pas sans ressources quand ma femme m'a quitté; j'avais rapporté 300 francs de mon pays.

On procède à l'audition des témoins.

Femme Fidry, âgée de trente-trois ans, domestique à Clichy-la-Garenne.

M. le président: Efforcez-vous d'être calme et de répondre avec présence d'esprit à nos questions: Votre mariage n'a pas été heureux?

Femme Fidry: Pas trop heureux en effet; mais nous avons eu des torts l'un et l'autre. D'abord, moi, Messieurs, j'ai un caractère très entier, et mon mari se grisait quelquefois, ce qui occasionnait des querelles.

M. le président: Mais c'est votre mari qui vous a quittée et vous a laissée aller à l'hôpital?

Femme Fidry: Non, Monsieur, c'est moi qui l'ai quitté parce qu'il avait vendu notre mobilier. Oh! véritablement j'avais un caractère très emporté; ainsi quand il rentrait, je le querellais jusqu'à ce qu'il me battit; et quand il me donnait un coup, je lui en rendais quatre. Ma conduite envers mon mari l'a porté à me maltraiter...

M. le président: Mais vous n'avez pas dit cela dans votre déposition devant le juge d'instruction.

La femme Fidry: Mais il faut bien, Monsieur, que je le dise ici pour n'avoir rien sur ma conscience. Toutes les fois que mon mari me frappait, je le frappais trois fois plus fort.

M. le président: MM. les jurés apprécieront vos allégations.

La femme Fidry: Mais ce que je dis est la pure vérité!

M^o Cardon de Sandrans, défenseur de l'accusé: Je voudrais savoir si, lorsque la femme Fidry était à la Bourbe, Fidry n'est pas allé voir sa femme.

La femme Fidry: Il est venu me voir trois fois.

M^o Cardon: L'accusé n'a-t-il pas dit à sa femme, le jour où il l'a frappée: « Bonjour, Marianne! Comment te portes-tu? »

La femme Fidry: Oui, Monsieur, il m'a dit cela.

M. le président: Montrez à MM. les jurés vos cicatrices.

La femme Fidry se tourne du côté de MM. les jurés, et leur montre les énormes cicatrices qui sillonnent toute sa figure.

M. l'avocat-général de Cérando: Votre mari n'était-il pas jaloux?

La femme Fidry: Oui, Monsieur.

M^o Cardon: Je désirerais savoir si la femme Fidry n'a pas dit un jour à son mari: « Il y a un homme dans notre maison qui me fait la cour? »

La femme Fidry: Je le lui ai dit, et c'était la vérité.

Mathieu: J'ai vu, le 13 juin, à six heures du matin, entrer Fidry chez moi, et j'ai été témoin de la scène sanglante qui a eu lieu; Fidry a dit en entrant: « Bonjour, Marie. » Sa femme lui a répondu: « Je ne veux pas rentrer avec toi. » Alors Fidry s'est jeté sur elle, et lui a porté des coups de couteau.

M. le président: Qu'est-il arrivé alors?

Mathieu: La victime était par terre; j'ai aperçu alors Fidry tenant son couteau tout ensanglanté.

M. le président, à l'accusé: Eh bien! vous voyez: le témoin déclare formellement que vous vous êtes jeté sur votre femme, et que vous lui avez donné des coups de couteau sans qu'il y ait eu entre vous de longs pourparlers.

L'accusé: Monsieur le président, j'ai dit à ma femme: « Viens chez moi. » Elle m'a répondu: « Donne-moi de l'argent pour acheter un ménage. » Je lui ai dit alors: « Je te donnerai l'argent quand tu seras chez moi. »

M. le président: Témoin, vous connaissez Fidry et sa femme depuis longtemps; dites-nous quelles ont été les causes premières de leur désunion.

Le témoin: La femme était un peu intéressée, le mari était un peu prodigue.

Un juré: Je voudrais que le témoin nous dit pourquoi l'accusé a vendu son ménage.

Le témoin: Je l'ignore.

L'accusé: Je l'ai vendu parce que ma femme m'en a donné le conseil.

La femme Mathieu n'était pas chez elle le 13 juin lorsque Fidry a donné des coups de couteau à sa femme; mais elle sait que Fidry se conduisait assez mal et qu'il était assez brutal envers sa femme.

M. le docteur Devergie, qui a examiné les blessures de la femme Fidry, mais quelques jours seulement après la scène du 13 juin, dit que ces blessures n'ont occasionné qu'une incapacité de travail de treize ou quatorze jours, quoiqu'elles fussent très graves.

Quant à Fidry, il s'était porté des coups de couteau à la gorge; un de ces coups de couteau était très grave et laissera des cicatrices indélébiles. Le couteau-poignard de Fidry a dû faire ces différentes blessures.

M. le docteur Devergie dit que l'instrument tranchant, malgré la gravité des blessures, s'est plutôt promené sur la peau qu'il n'est entré profondément. Ces blessures, en général, étaient très superficielles.

M^o Cardon: Il semblerait résulter de la déposition du témoin que Fidry n'a pas fait ces différentes blessures d'une main très ferme.

M. Devergie: Non; j'ai dit que l'instrument s'était promené sur les bras, les avant-bras et les mains.

M. Sassié, marinier: J'étais dans mon bateau, occupé à compter de la marchandise; j'entends crier d'abord: à l'assassin! et puis je vois un homme qui se jette dans le canal; tout le monde disait: « Il faut le laisser se noyer, le coquin! » Il n'y avait plus que son bras qui passait hors de l'eau; je l'ai atteint avec mon croc et je l'ai retiré. Quand il est revenu à lui, il nous a dit: « Quel malheur! à vingt-sept ans, ne pouvant pas vivre avec sa femme! Enfin, avant de mourir, je veux boire un verre de vin avec vous. » Il y avait avec moi le nommé Boudreau, mon camarade; il nous a dit qu'il avait acheté un poignard pour tuer sa femme, et pour s'en frapper après. Nous n'avons pas voulu, moi et mon camarade, aller avec lui chez un marchand de vins, parce que nous avons craint.

Boudreau confirme cette déposition.

Fille Chapeleur, belle-sœur de l'accusé. (A la vue de ce témoin, Fidry éclate en sanglots.) Le 12 juin, la veille du crime, ma sœur et son mari sont venus dîner chez moi. Mon beau-frère m'a montré un couteau, et m'a dit: « Voici là un couteau que j'ai acheté à Lunéville, votre pays; si ma femme ne veut pas rentrer avec moi, je la tuerai avec, et je me tuerai ensuite. » Pendant plus de trois heures Fidry a supplié sa femme afin de la décider à revenir habiter avec lui.

M. le président: Ne vous a-t-il pas dit encore qu'il avait acheté un couteau pour s'en servir contre sa femme? — R. Non, Monsieur.

Plusieurs autres témoins sont encore entendus; leurs dépositions n'offrent aucun intérêt.

D'autres témoins, assignés à la requête de l'accusé, déclarent que Fidry était bon, doux, intelligent. Il n'a comencé à être dissipé qu'après son mariage. Tant qu'ils étaient pauvres, dit un témoin, ils étaient les meilleurs amis du monde; mais dès qu'il y avait un peu d'argent dans le ménage les choses allaient au plus mal.

La femme Fidry, interpellée par M. le président sur ces faits, répète qu'elle a eu les plus grands torts; qu'un jour elle a battu son mari d'une manière violente.

M. l'avocat-général de Cérando soutient l'accusation avec force.

M^o Cardon de Sandrans présente la défense de l'accusé; il s'efforce surtout d'écartier les circonstances aggravantes sur lesquelles l'accusation a insisté.

M. le président fait un résumé très impartial des débats. Après vingt minutes de délibération, le jury rentre avec un verdict qui est affirmatif sur la question principale, mais qui écarte la préméditation.

En conséquence, la Cour condamne Fidry aux travaux forcés à perpétuité.

JUSTICE ADMINISTRATIVE

CONSEIL D'ETAT.

Présidence de M. le baron Girod (de l'Ain).

Audience du 27 août. — Approbation royale du 10 septembre.

TRAVAUX DE DESSECHEMENT. — OCCUPATION DÉFINITIVE DE TERRAINS. — CONVENTIONS AVEC UN CONDUCTEUR DES PONTS-ET-CHAUSSEES. — QUESTION PRÉJUDICIELLE. — COMPÉTENCE DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — CONFLIT.

Lorsque des conditions accessoires et des réserves sont apportées par un propriétaire à la remise volontaire de son terrain à l'administration pour des travaux publics, si la valeur des conventions passées avec un simple conducteur des ponts-et-chaussées est contestée, c'est à l'autorité administrative, et non à l'autorité judiciaire, qu'il appartient d'examiner la question préjudicielle de validité desdites conventions, sauf, s'il y a lieu, à renvoyer aux juges compétents soit l'exécution des conventions, soit le règlement du prix des terrains cédés.

Mais l'estimation du terrain ayant été payée au propriétaire, le surplus des conditions et réserves stipulées ne peut être considéré comme constituant une simple question de dommage, de la compétence exclusive de l'autorité administrative.

Les questions ci-dessus sont de la plus haute gravité pour les propriétaires qui traitent lors de l'occupation de leurs terrains par les travaux publics. Souvent on s'entend à l'amiable avec un conducteur des ponts et chaussées, ou même un ingénieur; on demande, et on obtient certaines facilités; on aura une passerelle, un viaduc, une station, et les travaux marchent, l'occupation définitive des terrains a lieu; mais l'administration supérieure voit des inconvénients là où l'agent inférieur n'avait aperçu qu'un moyen de conciliation avantageux. Que devient alors la convention faite?

Et d'abord, cette convention est-elle bonne en elle-même? Les simples conducteurs des ponts-et-chaussées, les ingénieurs eux-mêmes n'ont pas qualité pour représenter l'Etat; le préfet seul a cette qualité; encore, dans le système de centralisation qui nous régit, le contrat amiable passé par un préfet n'est-il définitif qu'autant que le ministre compétent l'a approuvé; en cas de refus du ministre, l'Etat n'est pas engagé.

Voilà pour le contrat en lui-même. Il est bon que les citoyens soient éclairés sur leurs droits et sur le mandat légal des agents du gouvernement.

Si le contrat n'est pas ratifié en entier par l'autorité compétente, alors il vaut mieux laisser les choses entières, et porter de suite la question du prix devant le jury d'expropriation; mais si l'occupation a eu lieu, en est-il encore de même? Pour nous, l'affirmative est certaine. Si le contrat a été régulièrement fait, mais qu'il soit inexécuté, est-ce devant les Tribunaux civils qu'on doit en poursuivre l'exécution? L'ordonnance ci-dessus semble répondre affirmativement; cependant, la question est douteuse.

En tout cas, voici les faits qui ont donné lieu à ces solutions: le dessèchement des marais de Castel-Jaloux (Lot-et-Garonne) a été opéré directement par l'administration, et non par voie de concession, suivant la loi du 16 septembre 1807. Le travail s'est exécuté en creusant un lit nouveau à la petite rivière nommée Lavance; et pour l'établissement du canal de dessèchement, le conducteur des travaux Lespinasse a, le 6 octobre 1832, passé une convention avec le sieur Gaubert, par laquelle, outre le prix de 1,384 fr. 93 c., afin pour les terrains occupés, il réservait certains droits au sieur Gaubert; le prix principal a été payé, mais les réserves accessoires n'ont pas été exécutées. De là, l'action du sieur Gaubert.

Le préfet de Lot-et-Garonne a proposé un déclinatoire dans lequel il soutient que l'autorité judiciaire est incompétente, soit parce qu'il ne s'agit que de simples dommages causés aux propriétés du demandeur, le prix du terrain étant payé; soit parce que l'autorité administrative est seule compétente pour apprécier le mérite des conventions passées par le sieur Lespinasse, et des ratifications dont ces conventions avaient été l'objet.

Le Tribunal a retenu la cause, et admis en partie les demandes du sieur Gaubert, par jugement du 10 juillet; et le 22 du même mois le préfet a pris l'arrêté de conflit dont il s'agit.

Au rapport de M. Boulagnier, maître des requêtes, après la plaidoirie de M^o Colelle pour M. Garnier, et sur les conclusions de M. Paravey, est intervenue l'ordonnance suivante:

« Louis-Philippe, etc. »

« Vu les lois des 16-24 août 1790 et 16 fructidor an III; vu les lois des 8 mars 1810, 7 juillet 1833 et 3 mai 1831; »

« Vu les ordonnances des 1^{er} juin 1828 et 12 mars 1831; »

« Considérant que l'action portée devant le Tribunal de Nérac a pour objet de faire condamner l'Etat à lui payer la somme de 4,000 francs, à raison du préjudice qui résulterait pour lui du retard apporté à la construction d'un pont permanent sur le canal de dessèchement de Lavance; 2^o à lui rembourser la somme de 113 francs, montant des réparations par lui faites au pont établi provisoirement; 3^o à construire sur le canal de dessèchement un pont définitif et permanent le délai de deux mois, à partir de la signification du jugement à intervenir, et faute de ce faire dans ledit délai, à payer au requérant la somme de 3,000 francs; 4^o à lui payer 10,000 fr. à titre de dommages-intérêts pour privation de la propriété de l'ancien lit de Lavance; »

« Que la demande du sieur Gaubert est fondée sur une convention qu'il prétend avoir faite avec l'administration pour la cession de terrains nécessaires au dessèchement des marais de Castel-Jaloux; mais que le préfet de Lot-et-Garonne conteste l'existence de ladite convention, et soutient, d'ailleurs, qu'elle ne saurait être obligatoire pour l'Etat, attendu qu'elle n'a été passée et ratifiée par l'autorité compétente; »

« Que, dans ces circonstances, il y a lieu, par l'autorité administrative, de reconnaître préalablement l'existence et d'appliquer la validité de la convention invoquée, sauf, après sa décision, le recours, s'il y a lieu, devant l'autorité judiciaire pour obtenir, soit l'exécution de la convention, soit le règlement du prix des terrains cédés: »

que pour l'autorité administrative le droit de reconnaître l'existence et d'appliquer la validité de la convention invoquée par le sieur Gaubert ; Art. 2. Sont considérés comme non avenus l'exploit introductif d'instance du 17 janvier 1844 et le jugement rendu le 10 juillet par le Tribunal d'arrondissement de Nérac, en ce qu'ils ont de contraire à la présente ordonnance.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Par ordonnances du Roi, en date du 5 octobre, sont nommés : Procureur-général près la Cour royale de Poitiers, M. Allain Targé, procureur-général près la Cour royale de Riom, en remplacement de M. Letourneur, appelé à d'autres fonctions. — 24 août 1849, conseiller-auditeur à la Cour royale d'Angers; 23 novembre 1828, substitut à la Cour royale d'Angers; 10 septembre 1830, avocat-général à la même Cour; 5 février 1844, procureur-général à Riom; Procureur-général près la Cour royale de Riom, M. Letourneur, procureur-général près la Cour royale de Poitiers, en remplacement de M. Allain Targé, appelé à d'autres fonctions. — 23 août 1830, avocat-général à Rouen; 7 juillet 1840, procureur-général à Douai; 29 mars 1841, procureur-général à Poitiers; Avocat-général à la Cour royale de Colmar, M. Mantellier, substitut du procureur-général près la Cour royale d'Orléans, en remplacement de M. de Vaulx, appelé à d'autres fonctions. — Substitut à Vassy; 28 mai 1833, substitut à Loubans; 26 décembre 1836, substitut à Blois; 16 août 1839, procureur du Roi à Vendôme; 13 novembre 1841, substitut à la Cour royale d'Orléans;

Substitut du procureur-général près la Cour royale d'Orléans, M. Lenormand, procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Roanne, en remplacement de M. Mantellier, appelé à d'autres fonctions. — 26 juillet 1842, substitut à Saint-Etienne; 24 novembre 1844, procureur du Roi à Roanne; Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Roanne (Loire), M. Mongin de Montrol, substitut du procureur du Roi près le siège de Valence, en remplacement de M. Lenormand, appelé à d'autres fonctions. — 24 août 1842, substitut à Saint-Marcellin; 16 octobre 1843, substitut à Valence; Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Valence (Drôme), M. Delvincourt, substitut du procureur du Roi près le siège de Montargis, en remplacement de M. Mongin de Montrol, appelé à d'autres fonctions. — 30 décembre 1842, substitut à Montargis; Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Montargis (Loire), M. Read, substitut près le siège de Montélimar, en remplacement de M. Delvincourt, appelé à d'autres fonctions. — 16 octobre 1843, substitut à Montélimar;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Montélimar (Drôme), M. Abel Gay, avocat, en remplacement de M. Read, appelé à d'autres fonctions; Président du Tribunal de première instance de Thiers (Puy-de-Dôme), M. Tourraud, juge d'instruction au même siège, en remplacement de M. Andrieu, admis à faire valoir ses droits à la retraite, et nommé président honoraire. — 12 janvier 1832, juge à Thiers; 3 janvier 1839, juge d'instruction au même Tribunal;

Juge au Tribunal de première instance de Thiers (Puy-de-Dôme), M. Hermon Andrieu, avocat, en remplacement de M. Tourraud, appelé à d'autres fonctions; Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Jonzac (Charente-Inférieure), M. Perrin, substitut du procureur du Roi près le siège de Rambouillet, en remplacement de M. Guyho, appelé à d'autres fonctions. — ... Juge suppléant à Versailles; 23 avril 1841, substitut à Rambouillet;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Rambouillet (Seine-et-Oise), M. Alexandre, substitut du procureur du Roi près le siège d'Arcis-sur-Aube, en remplacement de M. Perrin, appelé à d'autres fonctions. — 23 avril 1841, substitut à Arcis-sur-Aube; Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance d'Arcis-sur-Aube (Aube), M. Hubert Carlet, juge suppléant au même siège, en remplacement de M. Alexandre, appelé à d'autres fonctions;

Procureur du Roi près le Tribunal de première instance des Sables-d'Olonne (Vendée), M. Chaudreau, substitut près le siège de Niort, en remplacement de M. Taillefer, démissionnaire. — 12 janvier 1841, substitut à Civray; 16 février 1841, substitut à Niort; Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Niort (Deux-Sèvres), M. Vincent Molinière, substitut près le siège de Bourbon-Vendée, en remplacement de M. Chaudreau, appelé à d'autres fonctions. — 1^{er} juillet 1841, substitut à Montmorillon; 2 novembre 1842, substitut à Bourbon-Vendée;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Bourbon-Vendée (Vendée), M. Aubin, substitut du procureur du Roi près le siège de Melle, en remplacement de M. Vincent Molinière, appelé à d'autres fonctions. — 41 juillet 1840, substitut à Melle; Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Melle (Deux-Sèvres), M. Charles de Gennes, avocat, ancien juge-auditeur à la Pointe-à-Pître, en remplacement de M. Aubin, appelé à d'autres fonctions;

Substitut du procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Montbrison (Loire), M. Edouard Villedieu, avocat, docteur en droit, attaché au parquet du procureur-général près la Cour royale de Lyon, en remplacement de M. Dufaut, décédé; Juge au Tribunal de première instance de Saint-Girons (Ariège), M. Bergès, juge-suppléant au même siège, président de la chambre temporaire, en remplacement de M. Lalanne, appelé à d'autres fonctions. — M. Bergès, nommé par la présente ordonnance juge au Tribunal de Saint-Girons (Ariège), continuera à remplir les fonctions de président de la chambre temporaire de ce Tribunal;

Juge-suppléant au Tribunal de première instance de Pont-Audemer (Eure), M. Arsène-Henri Lechevalier, avocat, en remplacement de M. Fournot, appelé à d'autres fonctions; Juge-suppléant au Tribunal de première instance de Riom (Puy-de-Dôme), M. Joseph Chirol, avocat, en remplacement de M. Berret-Rollande, appelé à d'autres fonctions.

Par ordonnance du même jour, sont nommés juges de paix : Conseiller à la Cour royale de la Martinique, M. Morel, procureur-général près la même Cour, en remplacement de M. Londe, appelé à d'autres fonctions. M. Morel, conseiller à la Cour royale de la Martinique, est chargé des fonctions de président de la même Cour pendant trois années, à partir de son installation. — ... Procureur-général à Cayenne; 30 mai 1842, procureur-général à la Martinique; Procureur-général à la Cour royale de la Martinique, M. de Vaulx, premier avocat-général à la Cour royale de Colmar, en remplacement de M. Morel, appelé à d'autres fonctions. — Substitut à Colmar; 7 mars 1830, procureur du Roi à Wissembourg; 9 mai 1830, substitut à la Cour de Colmar; 20 septembre 1830, avocat-général à Colmar.

Par ordonnance du même jour, sont nommés juges de paix : Juges de paix du canton de Maurs (Cantal), M. Antoine-Félix Gauleztes, juge de paix de Montsalvy, en remplacement de M. Miquel, décédé; — Du canton de Sainte-Sévère (Indre), M. Jean-Louis Tortat, propriétaire, en remplacement de M. Duchâteau, appelé à d'autres fonctions; — Du canton centre de Tours (Indre-et-Loire), M. Mathurin-Antoine Haubois, juge de paix de Biéré, en remplacement de M. Bonneville, démissionnaire; — Du canton de Bléré (Indre-et-Loire), M. Minier, juge suppléant au Tribunal de première instance de Chinon, en remplacement de M. Haubois, appelé à d'autres fonctions; — Du canton de Montaucaun (Meuse), M. d'Olivier, juge suppléant au Tribunal de première instance de Mauriac, en remplacement de M. Théry, appelé à d'autres fonctions; — Du canton de l'Île-Dieu (Vendée), M. Hyacinthe Nolleau, notaire démissionnaire, suppléant actuel, en remplacement de M. Auger, décédé; — Du canton de Rochechouart (Haute-Vienne), M. Albert-Hilaire Simon, suppléant actuel, membre du conseil d'arrondissement, ancien maire, en remplacement de M. Boudaud Loudeix, décédé.

Sont nommés suppléants de juges de paix : Du canton de Saint-Etienne (Basses-Alpes), M. Jacques-Phippe Magnan, propriétaire; — Du canton de Peyruis (Basses-Alpes), M. Joseph-Jacques-Louis Comte, maire de Lurs; — Du canton de Saint-Etienne (Hautes-Alpes), M. Dominique Guotard, maire à Rioupes, membre du conseil d'arrondissement; — Du canton de Lancastré (Ardèche), M. Pierre-Antoine Léonard, maire de Desaignes (place vacante); — Du canton de Ste-Croix (Ariège), M. François Maury, maire de Sainte-Croix; — Du canton ouest d'Arles (Bouches-du-Rhône), M. Isaac-Gustave Roquemartine, avocat. — Du canton de Vélaines (Dordogne), M. Jean Ledrier, notaire à Fourguerolles; — Du canton de Montesquieu-Volvestre (Haute-Garonne), M. Pierre-Léonard Benoit, licencié en droit; — Du canton d'Amboise (Indre-et-Loire), M. Prosper Boureau, notaire et maire à Amboise; — Du canton de Mens (Isère), M. Frédéric-Constantin Abrard, ancien adjoint au maire, propriétaire; — Du canton de Saint-Germain-du-Teil (Lozère), M. Antoine-Amant Constant, propriétaire; — Du canton de Saint-Nicolas (Meurthe), M. Bruno Burnesse, ancien notaire, adjoint au maire; — Du canton de Boulogne (Pas-de-Calais), M. Pierre-Antoine-Auguste Quénehen, avoué, ancien suppléant de la justice de paix de Calais; — Ducanton de Prades (Pyrénées-Orientales), M. Jean Galaud, avoué; — Du canton de Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin), M. Laurent Muhlenbeck, membre du conseil municipal; — Du canton de Caudébec (Seine-Inférieure), M. Pierre-Eugène Desbois, propriétaire et maire; — Au canton de Yerville (Seine-Inférieure), M. Jean-Simon Clatot, propriétaire; — Du canton de Bray (Somme), M. Charles-Martin-Desiré Caignard, maire de la commune de Suzanne et membre du conseil d'arrondissement; — Du canton de Maillezaix (Vendée), M. Louis-Eugène Arnaud, propriétaire.

Par une autre ordonnance sont institués : Juges au Tribunal de commerce de Forcalquier (Basses-Alpes) : M. Etienne-Saturnin Caillol, en remplacement de M. Fouque; M. Eugène Robert, en remplacement de M. Bouffier; — Suppléant au même Tribunal, M. Barthélemy Moulé, réçu. — Président du Tribunal de commerce de la Clouat (Bouches-du-Rhône), M. Frédéric Roustain, en remplacement de M. Louis Mein; — Juge au même Tribunal, M. Louis Benet, en remplacement de M. Jean-Baptiste Blanc; — Suppléant au même Tribunal, M. Marius Bernard, en remplacement de M. Jantial; — Juges au Tribunal de commerce de Lizioux (Calvados) : M. Jean-Michel Daufresne-Levasseur, réçu; M. Pierre-Jacques-Nicolas Boudin-Desvergères, réçu; — Suppléants au même Tribunal : M. Prosper-Amand Delarue, réçu; M. Jacques-Ezéchiell Lecallard, réçu; — Président du Tribunal de commerce de Bergerac (Dordogne), M. Jean Peyronnet, en remplacement de M. Péchadegre, démissionnaire, mais seulement pour le temps pendant lequel celui-ci devait encore exercer; — Juges au même Tribunal : M. Antoine Roland fils, en remplacement de M. Dupuy, démissionnaire, mais seulement pour le temps pendant lequel celui-ci devait encore exercer; — M. Jean-Jacques Saint-Martin, en remplacement de M. Théogène Bugniet, démissionnaire, mais seulement pour le temps pendant lequel celui-ci devait encore exercer;

Juge au Tribunal de commerce de Toulouse (Haute-Garonne), M. Loubers, suppléant actuel, en remplacement de M. Peyre (Achille), décédé, mais seulement pour le temps pendant lequel celui-ci devait encore exercer; — Suppléants au même Tribunal, M. Carrel, en remplacement de M. Hippolyte Géze, démissionnaire, mais seulement pour le temps pendant lequel celui-ci devait encore exercer; — M. Doat, en remplacement de M. Loubers, nommé juge, mais seulement pour le temps pendant lequel celui-ci devait exercer les fonctions de suppléant;

Juges au Tribunal de commerce de Bodeaux (Gironde) : M. Camille Lopès Dube, réçu, en remplacement de M. Basse; M. Louis Fabre, réçu, en remplacement de M. Cabrol; M. Henri Faure, en remplacement de M. Camille Lopès Dube; — M. Alfred Laroque, en remplacement de M. Louis Fabre. — Suppléants au même Tribunal : M. Benjamin Pourman, en remplacement de M. Salvant; M. Cortez, en remplacement de M. H. Faure; M. Cayrou jeune, en remplacement de M. Alfred Laroque.

Président du Tribunal de commerce de Clermont (Hérault), M. Siau Salaze fils aîné, en remplacement de M. Fulcran Delpon fils aîné; — Juge au même Tribunal, M. Louis Portes fils aîné, en remplacement de M. Jean-Baptiste Gebelin; — Suppléant au même Tribunal, M. Pierre Aninat jeune, en remplacement de M. Pierre Roger jeune; — Juge au Tribunal de commerce de Bagnères (Hautes-Pyrénées), M. Manet, réçu; — Suppléant au même Tribunal, M. Ribettes, réçu;

Juge au Tribunal de commerce d'Eu et Tréport (Seine-Inférieure) : M. Jean-Charles Veret-Marquet, réçu; M. Taquet-Quéval, réçu; suppléant au même Tribunal, M. Pierre-Alexandre, réçu;

Président du Tribunal de commerce de Saint-Tropez (Var), M. Henri-Eugène Bremond Delcoubes, réçu; — Juge au même Tribunal, M. Isaac Ordinaire, réçu; — Suppléant au même Tribunal, M. Benjamin Boubaud, réçu.

Président du Tribunal de commerce de Toulon (Var), M. Emile Gérard, en remplacement de M. Roy-Toucas; — Juges au même Tribunal : M. Augustin Arnoux, réçu; M. Aubé aîné, en remplacement de M. François-Auguste Julien; — Suppléants au même Tribunal : M. Nicolas Rebuffat, réçu; M. Jacques-Simon Suquet, réçu;

Juge au Tribunal de commerce de Pertuis (Vaucluse), M. Antoine Nicolas, en remplacement de M. Pierre-Augustin Caire; M. François-Auguste Plantard, en remplacement de M. Jean-Gaspard Sube.

CHRONIQUE

PARIS, 10 OCTOBRE.

— La Cour royale a entériné des lettres-patentes du Roi, conférant à M. Edouard Bonet-Willamez, capitaine de vaisseau, fils adoptif de M. l'amiral Willamez, décédé pair de France, le titre de comte, qui a appartenu à ce dernier. Il a immédiatement prêté serment, assisté de M. Chomereau, référendaire au sceau de France.

— M. Guérard, homme de lettres, a fait avec MM. Daguin frères, libraires-éditeurs, un traité pour la publication d'un ouvrage sous le titre de *la Littérature française contemporaine*, et destiné à servir de continuation à un ouvrage précédemment publié par M. Guérard, et imprimé par M. Firmin Didot, sous le titre de *la France littéraire*. Le nouvel ouvrage de M. Guérard devait avoir la forme d'un dictionnaire bibliographique, contenant sous chacun des noms éminents de la littérature contemporaine, une nomenclature des œuvres de l'auteur, accompagnée d'une notice sur sa vie. *La France littéraire* imprimée par M. Didot, s'était arrêtée à l'année 1827 : *la Littérature contemporaine* devait poursuivre cette œuvre jusqu'à l'année 1840.

Par le traité fait entre M. Guérard et MM. Daguin frères, il avait été convenu que, en cas d'interruption dans ses travaux, M. Guérard devait payer à MM. Daguin frères la somme de 300 fr. par mois, et de plus il avait été stipulé qu'après le terme de trois mois expiré, MM. Daguin frères seraient investis du droit de faire continuer l'ouvrage de *la Littérature contemporaine* sous le nom de M. Guérard, et à l'aide des matériaux rassemblés par celui-ci.

M. Guérard ayant interrompu son travail, MM. Daguin frères ont demandé contre lui l'application de la clause pénale contenue dans le traité. Une sentence arbitrale, rendue le 7 juin 1844 entre MM. Daguin frères et M. Guérard, a condamné celui-ci à remettre immédiatement à MM. Daguin frères toutes les notes qui devaient servir à la publication de son travail, à peine de 20 fr. par chaque jour de retard. M. Guérard a formé opposition à l'ordonnance d'exequatur, et il a été débouté de son opposition par arrêt du 17 avril 1845, signifié le 23 mai suivant.

M. Guérard a fait, à la date du 26 mai, des offres réelles des notes qu'il avait recueillies jusqu'à ce jour. MM. Daguin frères ont refusé de recevoir ces offres, comme étant insuffisantes, par deux motifs : le premier, tiré de ce que les notes offertes par Guérard n'étaient

qu'un travail informe et sans utilité possible pour eux; le second, tiré de ce que M. Guérard aurait dû leur offrir le montant de la condamnation à 20 francs par chaque jour de retard, à partir du jugement arbitral. MM. Daguin frères ont, en conséquence, fait incarcérer M. Guérard, en vertu de la sentence arbitrale prononçant contre lui la contrainte par corps, et revêtue de l'ordonnance d'exequatur. M. Guérard venait aujourd'hui devant la chambre des vacations du Tribunal demander sa mise en liberté, en se fondant sur ce que l'opposition à l'ordonnance d'exequatur, qui rend exécutoire un jugement arbitral, devait avoir pour effet de suspendre l'exécution de cette ordonnance jusqu'au jugement ou arrêt passé en force de chose jugée statuant sur l'opposition.

Le Tribunal, présidé par M. Danjan, après avoir entendu M^{rs} Nibelle pour M. Guérard, et M^{rs} Rivière pour MM. Daguin frères, a admis ces conclusions, et ordonné la mise en liberté immédiate.

— M. Rivière, M. Marterot et M^{rs} Mauger ont formé entre eux une société en nom collectif, pour l'exploitation d'un système qui ne tend à rien moins qu'à détrôner la vapeur, à tuer les chemins de fer et tous les moyens de locomotion en usage jusqu'à ce jour, et qui réalise une partie des rêves de MM. Cagniard, dans leur spirituelle *Revue* de 1841 et 1841. Il s'agit de l'exploitation d'une machine aérostatique qu'on pourra diriger dans les airs. Avec cette invention, tous les obstacles sont surmontés. Plus d'acquisition de terrains, plus de travaux de terrassements, si coûteux pour les voies de fer, les rivières sont franchies sans ponts; les montagnes traversées sans tunnels, les vallées sans viaducs, la mer sans vaisseaux. Les voyageurs seront à l'abri de la pluie, car ils domineront les nuages; et de la poussière, car elle ne pourra s'élever jusqu'à eux; enfin, ils ne craindront plus les voleurs... Malgré tous ces avantages la société marchait peu; les expériences qui devaient être décisives, ne se faisaient pas, et M. Rivière, profitant d'une irrégularité commise dans les formalités qui devaient accompagner l'acte de société, en a demandé la nullité, faute de publication dans la quinzaine de sa date.

Cette affaire a été portée aujourd'hui devant le Tribunal de commerce, et sur les plaidoiries de M^{rs} Deschamps, agréé de M. Rivière; de M^{rs} Eugène Lefebvre, agréé de M. Marterot, et de M^{rs} Prunier-Quatremère, agréé de M^{rs} Mauger, le Tribunal, présidé par M. Chevalier, a déclaré la société nulle, et a renvoyé les parties devant des arbitres-juges pour liquider la société de fait qui a existé entre elles.

— Un énorme individu au torse athlétique, et dont la face de sanglier est entièrement couverte d'une barbe rousse, crasseuse et inculte, était traduit aujourd'hui devant la police correctionnelle (6^e chambre) sous la prévention de vol. Il déclare se nommer Chapon dit Ulysse, et être plongeur. « C'est moi, dit-il, qui repêche les ceux qui se noient et autres objets. »

M. le président : Vous ne repêchez pas que des hommes, vous repêchez aussi des crocs et des avirons, et vous vous les appropriez. Le prévenu : Bast ! de méchants morceaux de fer qui ne sont bons à rien... ça n'appartient à personne, ça. M. le président : Vous vous trompez, et c'est pour de semblables erreurs que vous avez été déjà condamné onze fois pour vol.

Le prévenu : Est-ce qu'on peut appeler ça voler ? Je connais mes droits; ces choses-là nous appartiennent. La loi de Louis XIV est pour nous : après ça je peux prouver ce que j'ai fait ; j'ai repêché la croix de l'archevêché en 1831. M. le président : Enfin, convenez-vous d'avoir gardé des avirons que vous avez repêchés ? Le prévenu : Ecoutez : s'il faut vous parler franchement, le jour en question j'étais un peu en ribotte, ce qui fait que j'ai détaché un bachot et que j'ai porté les objets près du pont des Invalides, et que je les ai mis dans une allée; mais, vrai ! c'étaient de méchants morceaux de fer de rien du tout; ça ne valait pas le plongeur que j'ai fait pour les avoir. Si vous croyez que c'est ténéré, ce métier-là ! Tenez, regardez un peu voir ma tête; en v'la un d'atout, que je me suis donné en allant repêcher un croc; je suis tombé net dessus; j'ai bien manqué d'y boire mon dernier bouillon. Je vous prie d'avoir un peu de considération pour moi, et de lire la loi de Louis XIV qui nous donne tous les morceaux de fer que nous allons chercher au fond de l'eau.

Malgré la législation invoquée par Chapon, le Tribunal, lui faisant application de la loi plus nouvelle qui se trouve résumée dans le Code pénal, le condamne à dix jours d'emprisonnement.

— Un jeune homme, du nom de Gonet, paraissant à peine âgé de vingt-huit ans, et qui, depuis dix ans, n'a pas quitté les prisons, grâce à sept ou huit condamnations successives, comparait aujourd'hui devant la police correctionnelle sous la prévention de mendicité dans les maisons, de vagabondage et de port illégal du ruban de la Légion-d'Honneur. Le 15 septembre dernier, Gonet se présente chez le sieur Delaunay, épicière, rue de Poliveau, 17; il affectait tous les dehors de l'embarras et de la timidité, et il lui remit d'une main tremblante une petite lettre contenant ces lignes : « Un jeune homme arrivé à Paris, et ne trouvant pas d'ouvrage de son état, a été forcé de vendre tous ses effets pour venir à Paris, car là il pensait trouver de l'ouvrage, et vu qu'il ne peut pas en trouver, il se trouve forcé de s'adresser aux âmes charitables. »

Le sieur Delaunay, étonné qu'un jeune homme bien portant, pouvant travailler, et portant un ruban rouge à sa boutonnière, vint ainsi demander l'aumône, lui répondit qu'il ne pouvait rien lui donner; mais voulant savoir où il irait en le quittant, il se mit sur le seuil de sa boutique, et le vit entrer chez un condonier voisin, où il débita la même fable. Là encore il éprouva un refus; mais il fut plus heureux chez un mercier de la même maison, qui lui donna quelque argent.

Le sieur Delaunay sortit alors, et s'approchant de Gonet, il le somma de lui exhiber le brevet de la décoration qu'il portait et son passeport d'indigent. « Mais ce n'est pas pour moi que je demande, répondit Gonet, c'est pour un pauvre malheureux auquel je m'intéresse; c'est un acte d'humanité que j'accomplis. » M. Delaunay le conduisit, malgré sa résistance chez le commissaire de police, et remarqua, en y arrivant, que le ruban rouge qu'il portait à son habit avait disparu.

M. le président : Gonet, vous n'avez aucun domicile; vous êtes en état de vagabondage ? Le prévenu : Je ne pouvais pas avoir de domicile à Paris, puisque l'on m'a arrêté à l'instant même où j'arrivais de Versailles. M. le président : Qu'étais-vous allé faire à Versailles ? Le prévenu : J'y demeurais. M. le président : Reconnaissiez-vous vous être introduit dans les maisons pour y mendier ? Le prévenu : Je l'avoue, je n'avais aucune espèce de ressources. M. le président : Pourquoi portiez-vous le ruban de la Légion-d'Honneur ? Sans doute pour pouvoir faire plus facilement des dupes ?

Le prévenu : J'avais trouvé ce bout de ruban dans la rue; je l'avais mis en plaisantant à ma boutonnière, et je l'y avais laissé par inadvertance.

M. le président : Vous avez subi de nombreuses condamnations pour vol, pour rupture de ban. Le prévenu : Depuis que ma surveillance est finie, on n'a rien à me reprocher.

M. Amédée Roussel, avocat du Roi : Vous avez, depuis lors, été condamné deux fois pour vol. Le Tribunal condamne Gonet à six mois d'emprisonnement, et ordonne qu'à l'expiration de sa peine il demeurera pendant cinq ans sous la surveillance de la haute police.

— Nous avons fait connaître avant-hier la condamnation prononcée pour vente de viandes insalubres, contre M. Barbé, rue du Faubourg-Saint-Martin, 37. M. Barbé nous prie d'ajouter que ces viandes ont été saisies non dans son état de la rue du Faubourg-Saint-Martin, 37, mais à la place de vente qui lui est affectée au marché des Prouvaires.

VARIÉTÉS

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE.

COMMENTAIRE DE LA PROCÉDURE CIVILE, SUIVI D'UN FORMULAIRE D'ACTES, AVEC DES NOTES SUR LE TARIF, par M. PASCAL BONNIN. — TRAITÉ DE L'APPEL ET DE L'INSTRUCTION SUR L'APPEL, par M. RIVOIRE. — REVUE DU DROIT FRANÇAIS ET ÉTRANGER. — REVUE DE LEGISLATION ET DE JURISPRUDENCE. — DICTIONNAIRE DE DROIT COMMERCIAL, par MM. GOULIER ET MERGER. — MANUEL DES COURTIERS DE COMMERCE, par M. DURANT SAINT-AMAND. — DICTIONNAIRE GÉNÉRAL DES LOIS PÉNALES, par M. DE CHABROL-CHAMEAUNE. — PRÉCIS HISTORIQUE SUR LES CODES FRANÇAIS, par M. SERIZIER. — LIVRE DE POCHÉ DES ENTREPRENEURS ET CONCESSIONNAIRES DE TRAVAUX PUBLICS, par M. THÉODORE CHEVALIER. — TRAITÉ DU DROIT ADMINISTRATIF APPLIQUÉ, par M. DUFOUR.

Dans son *Commentaire de la procédure civile*, M. Pascal Bonnin s'est proposé d'aplanir les difficultés que présente aux jeunes gens l'étude peu attrayante de cette partie du droit. Donnons d'abord le programme de l'auteur : c'est le moyen le plus court de faire connaître le plan et l'économie de son livre.

« Exposer avec clarté et sans diffusion les principes d'une science souvent très obscure, généraliser les règles de cette science, et les présenter de telle sorte que le lecteur puisse en déduire facilement les conséquences qu'elles renferment, choisir avec soin, pour les soumettre à une discussion substantielle, les questions les plus importantes et les plus fécondes; telles sont les principales difficultés que nous avons eues à vaincre. Nous avons évité une généralisation trop étendue qui pourrait peut-être satisfaire des jurisconsultes exercés, mais qui aurait, sans aucun doute, égaré ou découragé les esprits moins familiarisés avec la procédure... La procédure n'étant que la mise en action du droit civil, nous avons rappelé en tête de chaque titre tous les principes de ce droit qui lui correspondent. Sous chaque article, nous avons présenté et résolu les principales difficultés de la matière, en justifiant nos solutions par la jurisprudence et la doctrine... »

Tel était le plan de M. Pascal Bonnin, et nous reconnaissons volontiers, sauf quelques réserves, qu'il l'a fidèlement exécuté. Nous lui ferons d'abord un reproche qui s'adresse à l'ensemble de son ouvrage : c'est, malgré la promesse de la préface, de n'être pas toujours assez élémentaire; de ne pas renfermer avec assez de sévérité le commentaire dans des explications simples, brèves, nettes, et qu'un exemple achève d'éclaircir au besoin. Pour vouloir trop dire en peu de mots, le livre manque parfois de clarté. Ce défaut se fait sentir dans le titre de la *Tierce-Opposition*, matière difficile, nous le savons, qu'il est impossible de traiter en quelques pages, et sur laquelle, si l'on ne peut écrire un volume, il faut se borner à quelques lignes. La différence qui existe entre la voie de la *requête civile* et celle de la *cassation*, les moyens qui donnent ouverture à l'une et à l'autre, ne sont point indiqués avec assez de précision.

L'auteur cite peu d'arrêts, et nous louons cette sobriété : les arrêts doivent être à peu près bannis d'un ouvrage purement élémentaire; mais peut-être eût-il dû user aussi de cette sobriété dans l'indication et la solution des questions nées de la pratique, et se borner à celles qui sont tellement usuelles qu'on peut les considérer comme une sorte d'extension du texte; il eût évité l'inconvénient de donner des décisions dont l'orthodoxie n'est pas évidente. Ainsi, au titre des *Jugements par défaut*, l'auteur décide que, lorsque le défendeur suit l'audience, le jugement qu'il obtiendra contre le demandeur (lequel a constitué avoué dans l'exploit d'ajournement) ne sera pas nécessairement un jugement par défaut contre avoué, mais qu'il pourra être un jugement faute de comparaitre, parce qu'il se pourrait que le demandeur n'eût donné aucun mandat à l'avoué, bien qu'il l'eût constitué. Que l'avoué, auquel l'assignation n'a pas été remise, soit à l'abri de tout reproche à l'égard de son client, fort bien; mais que ce demandeur qui avait constitué un avoué prétende à être considéré comme n'ayant point eu d'avoué, c'est ce qu'il nous est impossible d'admettre. Au moins accordera-t-on que ce n'est pas là une solution à offrir à un élève comme un point de doctrine incontesté.

Quoi qu'il en soit du plus ou du moins de fondement de nos critiques, elles ne sauraient enlever à l'ouvrage de M. Pascal Bonnin le mérite réel qui lui appartient. Nous louerons particulièrement un commentaire fort bien fait de la loi du 25 mai 1838 sur les juges de paix, et les *exposés généraux* qui précèdent chaque titre du Code de procédure. Le livre se termine par un formulaire d'actes dans lequel les jeunes étudiants peuvent voir l'application en quelque sorte matérielle des règles de la procédure à mesure qu'ils les apprennent. Cette étude sera pour eux un moyen de mieux comprendre, et de se graver plus facilement dans la tête la théorie de cette science, si aride et pourtant si nécessaire.

En résumé, les jeunes aspirants au diplôme trouveront dans le livre de M. Pascal Bonnin un auxiliaire qui leur mettra à même de passer vite et bien le fastidieux examen sur le Code de procédure.

— M. Rivoire, l'auteur du *Traité de l'appel*, a été pendant longtemps avoué près la Cour royale de Lyon. « Un long exercice, dit-il, m'a fourni l'occasion de recueillir une foule de notes sur la matière. Je les ai revues et mises en ordre, et je les publie aujourd'hui sous le titre de : *Traité de l'appel et de l'instruction sur l'appel*. » Contre notre habitude, nous avions lu l'ouvrage avant de lire l'avertissement, et nous allions reprocher à l'auteur de ne nous avoir donné qu'un recueil de notes et d'arrêts, lorsqu'à la vue de ces lignes nous avons dû retirer notre critique. Cependant nous dirons à M. Rivoire, que le véritable titre d'un ouvrage ne doit pas être dans la préface, mais bien sur le dos du volume; qu'un recueil de notes et d'arrêts n'est pas un traité, et qu'il eût dû intituler son livre *Recueil de notes et d'arrêts sur l'appel et sur la procédure en appel*. Quoi qu'il en soit, et une fois bien entendue que M. Rivoire n'a voulu faire qu'un recueil de notes et d'arrêts sur l'appel, nous comment l'auteur procède; il divise sa matière en neuf chapitres : 1^o Des jugements dont il est permis ou défendu d'appeler; 2^o Des personnes qui peuvent